



«Benkirane et les siens sont dans le déni ! Ils refusent de voir la crise politique. Ils refusent de prendre acte d'une situation sociale explosive. Les islamistes au pouvoir regardent ailleurs tout en tentant de se convaincre que tout va très bien ».

Derrière le constat que dresse cet Usfpéiste blanchi sous le harnais, c'est la réaction du PJD qui n'en finit pas d'interpeller le microcosme politico-médiatique. Pas besoin d'être psy pour s'expliquer le déni. Le chef du gouvernement est confronté à la plus grande crise de la majorité depuis son arrivée au pouvoir. Une nouvelle année blanche en l'absence d'une loi de Finances «politique» pointe à l'horizon proche. A la crise politique, s'est greffée celle économique. Les indicateurs sont au rouge, la morosité s'est installée et pour longtemps, le dialogue social est aux oubliettes alors que la relance économique est un lointain, très lointain objectif. La machine à réformer est en panne. Le plan législatif annoncé il y a quelques mois avec tambour et trompettes n'a été au final qu'une promesse de plus non tenue. «Jamais le Parlement n'a fonctionné autant au ralenti. Depuis son installation, le gouvernement Benkirane est aux abonnés absents. Mais depuis qu'il ne fait qu'expédier les affaires courantes, c'est pire. En commission, on ne sait pas si on s'adresse à un ministre en sursis, un ministre condamné au départ ou à un ministre qui passera entre les filets du remaniement. Une telle situation est loin de plaider en faveur de la stabilité institutionnelle », soutient cette députée de l'opposition.

Sur le remaniement gouvernemental en préparation depuis plusieurs longues semaines, le chef du gouvernement ne veut justement souffler mot, ajoutant à la crise par un silence assourdissant. Même au sein de sa propre famille politique, le PJD, l'incompréhension a atteint des sommets. L'aile « dure » du parti de la lampe l'a d'ailleurs fait savoir à Abdelilah Benkirane. Le leader devenu chef de gouvernement a réagi, à sa façon en lançant « laissez-moi travailler. Quand le futur gouvernement sera prêt, je vous le ferai savoir ». Une perspective politique plutôt floue pour ce haut responsable qui s'est toujours présenté en chantre de la transparence et champion de l'indépendance dans la prise de décision.

Attajdid : «L'Istiqlal ne prend pas seul ses décisions»

A ces partenaires de la majorité, le PPS et le Mouvement populaire, il tient à peu près le même langage. Peu importent l'attentisme du personnel politique, le malaise institutionnel, la crise économique. Les deux alliés de la majorité n'en savent pas plus que les journalistes sur l'avancée des tractations avec le Rassemblement national des indépendants. « Ce qui est plutôt fâcheux. On a l'impression que le chef du gouvernement est dépassé par tout ça. Oublié le panache des lendemains de la victoire électorale », soupire ce cacique du Mouvement populaire. « Mais attention, il ne faut surtout pas perdre de vue que ce sont le Maroc et les citoyens de ce pays qui paient le prix fort d'une telle situation », s'empresse de préciser ce Haraki, réputé proche de Mohand Laenser.

Et pendant ce temps, la rue gronde. Les manifestations se multiplient. A Rabat, dimanche, l'Istiqlal a fait défiler ses troupes pour protester contre la cherté de la vie provoquée par la hausse soudaine des prix des carburants. Une mesure impopulaire et illégale, ont scandé les

manifestants. C'est sur les colonnes d'Attajdid qu'il y aura réponse du berger à la bergère. Dans son édition du mardi 24 septembre, le quotidien, porte-parole des islamistes du gouvernement, revient sur la manifestation organisée par la jeunesse istiqlalienne. « L'échec de Chabat », titre le journal en qualifiant la marche de dérisoire et insignifiante tout en mettant l'accent sur des actes de violences et de harcèlement qui s'y seraient produits. Problème, seuls les journalistes d'Attajdid ont vu de tels dérapages... L'éditorial consacré à la marche de protestation de l'Istiqlal et publié ce même mardi sur les colonnes du journal islamiste va encore plus loin : son auteur en appelle à l'indépendance de la décision partisane et au libre choix des militants pour élire leurs leaders. Autrement dit, Chabat n'a pas été élu par les congressistes istiqlaliens et l'organisation de la manifestation de Rabat a été décidée ailleurs et non pas avenue Ibn Toumert qui abrite le siège du plus vieux parti marocain. « La théorie du complot encore et toujours au lieu de procéder à une autocritique et de tirer les enseignements d'un échec annoncé ! », s'exclame cet ancien ministre de l'Union socialiste des forces populaires. Ce qui n'a pas empêché le chef du gouvernement de s'envoler hier mardi 24 septembre en direction de New York pour assister à une rencontre consacrée au programme de l'ONU sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et ce dans le cadre de la 68ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. « Et vogue la galère ! », conclut ce ténor de la majorité.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)